

Article du Groupe Observateur de Kin

Processus électoral : Une quarantaine de députés sortants appellent à l'annulation des législatives

Jeudi 19 janvier 2012

Ils sont une quarantaine de députés nationaux sortants, aussi bien de la Majorité présidentielle (MP) que de l'opposition, tous candidats à la députation nationale lors des législatives du 28 novembre, qui appellent à l'annulation de ces législatives sur toute l'étendue du territoire national. Raison invoquée : le manque de crédibilité, en raison "des irrégularités et des fraudes massives". Dans une déclaration lue mardi devant la presse par le député Jean-Baudouin Idambito Bakaato, ces députés nationaux sortants, qui étaient tous candidats au scrutin législatif controversé du 28 novembre, en appellent à des concertations politiques en vue de trouver des solutions appropriées aux différentes questions qui bloquent aujourd'hui "la marche normale du pays", selon Radio Okapi.

Ces députés sortants et candidats demandent l'annulation de ce scrutin car il manque de crédibilité, à cause "des irrégularités et des fraudes massives", qui l'ont entaché. Ce groupe de députés candidats à la députation nationale, dont la source n'a pas cité les noms et dont on ignore le sort dans ce scrutin qu'ils veulent voir annulé, se disent soucieux "de sauver le pays du déchirement politique aux conséquences incalculables et susceptibles de le conduire dans un chaos sans précédent".

Mbusa, Bombole et Kengo proposent une table ronde

La déclaration de ces députés sortants intervient alors que trois de 10 candidats malheureux à la présidentielle du 28 novembre, Mbusa Nyamwisi, Adam Bombole Intole et Léon Kengo wa Dondo, ont demandé au chef de l'Etat Joseph Kabila Kabange d'organiser une table ronde nationale avant la publication des résultats définitifs des élections législatives "pour tenter d'endiguer la crise politique se profilant à l'horizon en RDC".

Dans une déclaration lue mardi 17 janvier devant la presse à Kinshasa par le délégué de l'Union des forces du changement (UFC) de Kengo wa Dondo, les trois candidats malheureux ont soutenu que ce dialogue allait permettre à la classe politique congolaise et aux organisateurs des élections "d'avoir le courage et l'honnêteté de reconnaître leurs erreurs".

Le communiqué note que la table ronde devrait réfléchir "sur la problématique de la validation ou de l'invalidation des élections présidentielle et législatives ainsi que sur le nouveau calendrier électoral".

Selon eux, ces discussions devraient aussi se pencher sur "les principes moteurs d'une réorganisation de la Commission électorale nationale indépendante". Elles seraient accompagnées par la communauté internationale et devraient réunir notamment: le président de la République, les membres des bureaux du Parlement, le Premier ministre, les membres du bureau de la Ceni, les onze candidats à l'élection présidentielle, les délégués des plates-formes politiques ainsi que les délégués des confessions religieuses, des corporations professionnelles et des ONG.

Dans leur déclaration, Kengo, Mbusa et Bombole ont déclaré qu'ils souscrivaient à la déclaration des évêques catholiques qui, dans une déclaration, avaient estimé que les élections présidentielle et législatives étaient entachées d'irrégularités.

Pour bien des analystes politiques congolais, la démarche des uns et des autres procèdent, sans conteste, d'une recherche de positionnement politique. Sans doute, estiment ces analystes, connaissant déjà leurs résultats des législatives du 28 novembre, les députés sortants n'ont trouvé mieux que de mettre les charrues devant les bœufs.

Des concertations politiques dans le but de satisfaire des intérêts de ceux qui n'ont pas trouvé leur compte dans le scrutin, le peuple congolais n'est pas disposé à adhérer à un tel schéma qui a marqué longtemps la vie politique congolaise, sans qu'il - le peuple congolais - ne trouve son compte.

Ainsi, une frange de Congolais bien avisés adhère plutôt à l'idée qui fait déjà du chemin, seule de la constitution d'un gouvernement d'union nationale, qui inclurait l'opposition.

Kléber Kungu